

SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

N°

6.258 *leg*

Service Central:

V. B.

Région:

Ch.

*Allocations
familiales*

OBJET DE LA CONSULTATION

*Enfants du boucher Steffen
Arndt de Paris*

858

Références :

Observations :

D^{er} N°

6.258 *leg*

Aff. :

Allocations familiales

17/ Septembre 42

S.J.

Leg

6258

Monsieur le Chef du Service de la Voie
et des Bâtiments de la Région de l'EST

En réponse à votre lettre 9873 P du 9 courant, j'ai l'honneur de vous faire connaître que la mineure Micheline, née le 12 novembre 1939, est fille légitime de CHEREL Eugène, si elle n'a pas fait l'objet d'une action en désaveu de paternité de la part du dit sieur CHEREL ou bien si elle n'a pas été légitimée par la reconnaissance formelle de STEFFTGEN dans les conditions indiquées ci-après :

En effet, si l'article 312 du Code Civil dispose que "l'enfant conçu pendant le mariage a pour père le mari" les articles 313 et 331 prévoient certaines exceptions à cette règle.

C'est ainsi que, d'une part, l'article 313 permet au mari, en cas de jugement de divorce, de désavouer l'enfant né, comme en l'espèce, plus de 300 jours après l'Ordonnance de non-conciliation prévue par l'article 878 du Code de Procédure Civile, et que d'autre part, il dispose que la présomption de paternité établie par l'article 312 ne s'applique pas à cet enfant, même en l'absence de désaveu, si, au moment du mariage subséquent de la mère, il a fait l'objet d'une reconnaissance de la part du nouveau mari de celle-ci, dans les conditions prévues par l'article 331 du Code Civil.

En outre, cet article 331 stipule que lorsqu'un enfant adultérin aura été reconnu par ses père et mère ou par l'un d'eux postérieurement à leur mariage, cette reconnaissance n'emportera légitimation, qu'en vertu d'un jugement rendu en audience publique.

Le désaveu du père ou la reconnaissance du nouveau mari de la mère devant être mentionnés en marge de l'acte de naissance de l'enfant, il convient, pour définir exactement sa filiation, de demander à notre agent de fournir

un extrait de l'acte de naissance de date récente, le bulletin que vous m'avez transmis remontant au 31 octobre 1941 c'est-à-dire à une date antérieure au nouveau mariage de Mme KERGUEN.

Le droit pour notre agent STEFFTGEN de bénéficier des allocations familiales du chef de la mineure Micheline, sera conditionné par la situation de celle-ci, du point de vue de sa filiation.

Les hypothèses suivantes peuvent être dès maintenant envisagées :

I - La mineure n'a pas été désavouée par le sieur CHEREL et n'a pas été légitimée par notre agent STEFFTGEN dans les conditions prévues aux articles 313 et 331 Code Civil.

Elle est alors fille légitime de CHEREL et de Mme KERGUEN et le jugement de divorce n'ayant pas confié la garde de la mineure Micheline à la mère, c'est le père légitime, CHEREL, qui a droit aux allocations familiales du chef de cet enfant. (Règlement du Personnel, Fascicule II, Livre II, chapitre XXVII, N° 181, 2^{ème} catégorie, sous réserve de l'application des règles de calcul et de paiement prévues par les N°s 212 et 215).

II - La mineure n'a pas été désavouée par le sieur CHEREL mais a été légitimée par STEFFTGEN.

L'enfant est fille légitime de STEFFTGEN et ce dernier doit bénéficier des allocations familiales de son chef (Règlement susvisé chapitre XXVII, N° 181, 1^{ère} catégorie).

III - La mineure a été désavouée par CHEREL et n'a pas été légitimée par STEFFTGEN.

A l'égard de Mme KERGUEN, l'enfant est adultérine. On ne peut dans ce cas faire application de l'article 181, 3^{ème} catégorie, du document susvisé qui concerne les "enfants naturels reconnus", puisque la reconnaissance de la filiation adultérine est interdite (article 335 du Code Civil). Cette règle est formelle et ne comporte que les exceptions prévues à l'article 331 du Code Civil. Les époux STEFFTGEN-KERGUEN n'ayant pas usé de la faculté de légitimer l'enfant, cette dernière ne peut donner droit aux allocations familiales.

IV - La mineure a été désavouée par CHEREL et a été légitimée par STEFFTGEN.

Même solution qu'au paragraphe II

Je vous retourne sous ce pli, les documents communiqués.

LE CHEF DU CONTENTIEUX.

J. - Auruge

Paris, le 12 septembre 1942

SJ N° 6258 Leg

PROJET

Monsieur le Chef du Service de la Voie
et des Bâtiments de la Région de l'EST

En réponse à votre lettre 9873 P du 9 courant,
j'ai l'honneur de vous faire connaître que la mineure
Micheline, née le 12 novembre 1939, est fille légitime
de CHEREL Eugène, si elle n'a pas fait l'objet d'une action en dé-
saveu de paternité de la part du dit sieur CHEREL ou
bien si elle n'a pas été légitimée par la reconnaissance
formelle de STEFFIGEN au moment du mariage de ce
dernier avec Mme Kerguen le 23 mai 1942.

En effet, si l'article 312 du Code civil dispose
que "l'enfant conçu pendant le mariage a pour père le
mari" l'article 313 ^{et 311} prévoit certaines exceptions à cette
règle.

C'est ainsi que, d'une part, ^{l'}ce dernier article 313

E. 933. - MR. CHAIX - [320]-10-32

permet au mari, en cas de jugement de divorce, de désavouer l'enfant né, comme en l'espèce, plus de 300 jours après l'ordonnance de non-conciliation prévue par l'article 878 du Code de procédure civile, et que d'autre part, il dispose que la présomption de paternité établie par l'article 312 ne s'applique pas à cet enfant, même en l'absence de désaveu, si, au moment du mariage subséquent de la mère, il a fait l'objet d'une reconnaissance de la part du nouveau mari de celle-ci, dans les conditions prévues par l'article 331 du Code civil.

En outre, et article 331 stipule que lorsqu'un enfant adultérin aura été reconnu par ses père et mère ou par l'un d'eux postérieurement à leur mariage, cette reconnaissance n'emporte légitimation, qu'en vertu d'un jugement rendu en audience publique.

Le désaveu du père ou la reconnaissance du nouveau mari de la mère devant être mentionnés en marge de l'acte de naissance de l'enfant, il convient, pour définir exactement sa filiation, de demander à notre agent de fournir un extrait de l'acte de naissance de date récente, le bulletin que vous m'avez transmis remontant au 31 octobre 1941, c'est-à-dire à une date antérieure au nouveau mariage de

COMPAGNIE
DES CHEMINS DE FER
DE L'EST
23, Rue d'Alsace, 23
PARIS (10°)
Reg. Com. Seine N° 56.604
CONTENTIEUX
Téléphone : Nord 04-42
Rappeler dans la réponse les indications
ci-dessous

Mme KERGUEEN.

Le droit pour notre agent Stefftgen de bénéficier des allocations familiales du chef de la mineure Micheline sera conditionné par la situation de celle-ci, du point de vue de sa filiation.

Les hypothèses suivantes peuvent être dès maintenant envisagées:

I - La mineure n'a pas été désavouée par le sieur CHEREL et n'a pas été ^{légitime} reconnue par notre agent Stefftgen ~~dans les conditions prévues à l'article 334 aux articles 333 et 334 c. c. au moment de son mariage avec Mme KERGUEEN.~~

Elle est alors fille légitime de CHEREL et de Mme KERGUEEN et le jugement de divorce n'ayant pas confié la garde de la mineure Micheline à la mère, c'est le père légitime, CHEREL, qui a droit aux allocations familiales du chef de cette enfant. (Règlement du Personnel, Fascicule II, Livre II, chapitre XXVII, N° 181, 2^e catégorie; sous réserve de l'application des règles de calcul et de paiement prévues par les N^{os} 212 et 215).

II - La mineure n'a pas été désavouée par le sieur CHEREL mais a été ^{légitime} reconnue par STEFFTGEN ~~au moment de son mariage avec Mme KERGUEEN.~~

L'enfant est fille légitime de STEFFTGEN et ce der-

nier doit bénéficier des allocations familiales de son chef (Règlement susvisé chapitre XXVII, N° 181, 1^{ère} catégorie).

III - La mineure a été désavouée par CHEREL et n'a pas été ^{légitimée} ~~reconnue~~ par STEFFTGEN ~~au moment de son mariage avec Mme KERGUEEN.~~

A l'égard de Mme KERGUEEN, l'enfant est adultérine. On ne peut dans ce cas faire application de l'article 181, 3^{ème} catégorie, du document sus-visé qui concerne les "enfants naturels reconnus", puisque la reconnaissance de la filiation adultérine est interdite (article 335 du Code civil). Cette règle est formelle et ne comporte que les exceptions prévues à l'article 331 du Code civil, ~~concernant la légitimation des enfants adultérins.~~ Les époux STEFFTGEN-KERGUEEN n'ayant pas usé de ^{sa} ~~cette~~ faculté de légitimer l'enfant, cette

Rappeler dans la réponse les indications ci-dessous

TELEPHONE : Nord 04-42

CONTENTIEUX

Reg. Com. Seine N° 56.604

PARIS (10^e)

23, Rue d'Alsace, 23

DE L'EST

COMPAGNIE
DES CHEMINS DE FER

Paris, le

dernière ne peut donner droit aux allocations familiales.

IV - La mineure a été désavoués par CHEREL et a été
légitimée
~~reconnue~~ par STEFFTGEN, au moment de son mariage avec Mme
KERGUEN.

Même solution qu'au paragraphe II.

Je vous retourne, sous ce pli, les documents commu-
niques.

LE CHEF DU CONTENTIEUX

6258 Leg

9 Septembre 1942

Allocations
familiales.

Monsieur le Chef du Contentieux.

-2-

Le cantonnier Stefftgen, André, de Pautin, s'est marié le 23 Mai 1942 avec Mme Kerguen, Zélie, divorcée Chérel.

14h Le divorce Chérel-Kerguen a été prononcé par jugement du 31 Mai 1941 dont ci-joint copie, en communication. Il confie à la mère, la garde des deux enfants issus du mariage. Or, un troisième enfant est né le 12 Novembre 1939, donc avant le divorce, mais après l'ordonnance de non-conciliation en date du 12 Octobre 1937.

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir me faire savoir si ce 3ème enfant doit être considéré comme enfant légitime des époux Chérel-Kerguen et par conséquent, verser à notre agent les allocations familiales pour lui.

Ci-joint bulletin de naissance de l'enfant en cause, dont la naissance n'est pas mentionnée au livret de famille.



Le Chef du Service de la Voie et des Bâtiments
Le Chef de la Division du Service Général

Thopier
H. Legris
12-9-42
p

2 infants. minors

12 October 1927 - Nelson⁴ min. with Nelson

12 November 1928 - Harrison & Affickline

21 May 1928 - J. J. J. J. J.

at afe m'ri

GRANDS RÉSEAUX DE CHEMINS DE FER FRANÇAIS

(Est, État, Midi, Nord, P.L.M., P.O.)

SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

en projet

Bureau *N. J. 258 lg*
Dossier N°

PARIS. LE 193

(Prière de rappeler dans la réponse)
les indications ci-dessus)

45, rue Saint-Lazare (9°)
TÉLÉPH. : Pigalle 95-85

*M. le chef des services du h. voû et des
Bâtiments
de la Région Est.*

*En réponse à votre lettre 9878 P.
du 9 courant, j'ai l'honneur de vous
faire connaître que le mineur
Micheline, né le 18 novembre 1929, est
le fils légitime du Châtel ancien ~~de~~
~~si ce dernier n'a pas intenté une~~
~~action en débet de paternité~~
~~en vertu de la loi 313 du 20 août 1927.~~
~~Il est donc mineur.~~
Si elle n'a pas fait l'objet d'une
action en débet de paternité de la
part du ~~mineur~~ dudit mineur Châtel, ^{au lieu}
si elle n'a pas été légitimée par ~~les~~ ^{un}
reconnaisances ^{permises} de Steygen ~~à son père~~
au moment de son mariage le 23 mai 1942
du mariage de ce dernier avec M^{me} Kervien
le 23 mai 1942.*

à son père

~~Ce le dernier article~~
 d'un ~~part~~
 Il est ainsi que ~~est~~ ^{est} ~~un~~ ^{un} ~~article~~
 permet au mari, en cas de jugement de
 divorce, de divorcer l'enfant ni plus
 de 300 jours après l'ordonnance de
 non cohabitation prévue par l'article 87 & 8 du
 code de procédure civile, et que d'autre part, il
~~le~~ ~~peut~~ ~~il~~ ~~peut~~ ~~disposer~~ ~~que~~ ~~la~~ ~~présomption~~
 de paternité établie par l'article 812 ne
 s'oppose pas à ^{et} l'enfant, même en
 l'absence de divorce si, au moment du
~~mariage~~ ~~mariage~~ ^{subséquent} de la mère, il a fait
 l'objet d'une reconnaissance ~~de~~ ~~la~~ ~~mère~~
 le fait du nouveau mari de art. 4, #

~~La situation de la mine~~

11.
dans les conditions
prevues par l'art 351
du code civil.

GRANDS RÉSEAUX DE CHEMINS DE FER FRANÇAIS

(Est, État, Midi, Nord, P.L.M., P.O.)

SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

Bureau

Dossier N°

(Prière de rappeler dans la réponse
les indications ci-dessus)

PARIS. LE 193

45, rue Saint-Lazare (9°)

TÉLÉPH. : Pigalle 95-85

Le droit pour notre agent Steffgen
de bénéficier des attributions familiales du chef
de la mineure N. Schmitt sera conditionné
par la situation de celle-ci, du point de vue de son
situation.

Les hypothèses suivantes peuvent être des
maintenant envisagées :

I. La mineure n'a pas été divorcée
par le sieur Schmitt, et n'a pas été reconnue par
notre agent Steffgen au moment de son
mariage avec M^{lle} Verquien.

Elle est alors fille légitime du sieur Schmitt et
le jugement de divorce n'ayant pas empêché la
garde de la mineure N. Schmitt ^{et de M^{lle} Verquien} à la mère c'est
le père légitime, Schmitt, qui a droit aux attributions
familiales et son chef (voir l'art. 215 du Code de Commerce II
la Famille II (Règlement du Commerce, l'art. 215
Famille II, Code II, l'art. 215 n° 181, #11
423 et 215-2°)

II. La mineure n'a pas été divorcée
par le sieur Schmitt mais a été reconnue

du chef de
cette enfant

Mod 6. 72520 MAULDE ET RENOU.
des réserves
de l'application
des règles de calcul
et de paiement
prévues par la
n° 212 et 215-2°)

par Stieffgen au moment de son mariage
avec M^{lle} Herquin.

L'enfant est fils légitime de Stieffgen
et le dernier ~~est~~ doit bénéficier des affec-
tions familiales de son père (Règlement sus-
visé Ch. IV XXVII n° 181, 1^{ère} catégorie)

III La mineure a été dissuade par
Cherub, et n'a pas été reconnue par Stieffgen
au moment de son mariage avec M^{lle} Her-

concerne les
"enfants naturels
reconnus" sans que
la reconnaissance
de la filiation
adultérine est
formellement interdite
(art 335 du Code civil).

La règle pose par l'art.
335 du Code civil est
générale. Elle s'applique
à tous les enfants
adultérins, y compris
ceux qui ont été reconnus
par l'art. 335 du Code civil.

Cette règle est formelle.
Elle ne connaît que les
exceptions prévues à l'article
335 du Code civil concernant
la légitimation des enfants
adultérins. Les époux
Stieffgen - Herquin
n'ayant pas fait de
feuille de légitimation
l'enfant en question ne
peut donner droit aux
affections familiales.

Elle est enfant. La dissuade du point
de vue d'ordre d'établissement
et d'ordre de M^{lle} Herquin, l'enfant est
adultérin. on ne peut ~~pas~~ faire application de
l'article 187. 1^{ère} catégorie du document sus-visé qui

IV La mineure a été dissuade par
Cherub et a été reconnue par Stieffgen
au moment de son mariage avec M^{lle}
Herquin.

Même solution qu'au § II.
Je vous retourne, sous le pli, les
documents mentionnés.

Le Ch. de l'É.